



## La politique étrangère du Canada et la consolidation de la paix Rapport de Victoria

consolidation de la paix en mesurant l'ampleur de l'appui public à des politiques particulières.

Afin de contribuer à ce processus, il est essentiel de développer un réseau de liens latéraux. Il faut mettre au point un système qui accroît les communications et la coordination entre les ONG, le gouvernement, le milieu universitaire, le secteur privé et le public. Si les liens de communication étaient plus étroits, la consolidation de la paix pourrait devenir plus consultative et l'élaboration et la conduite de la politique étrangère pourraient être ouvertes à un réseau stratégique multisectoriel qui commence déjà à se créer.

Inclure des représentants de divers secteurs de la société accroîtrait la possibilité d'une intervention plus globale permettant de régler plusieurs problèmes différents et favorisant l'échange d'information. Une structure élaborée permettrait aussi aux bénévoles d'obtenir un soutien dont ils ont grandement besoin dans leur travail sur le terrain. Il faut aussi encourager le resserrement des liens entre les ONG canadiennes et diverses organisations locales afin que se concrétisent pleinement les possibilités de partenariat interculturel dans le processus de reconstruction.

Les moyens proposés pour favoriser cette transition comprennent un répertoire des compétences ou « réservoir de ressources », qui inclurait des listes des personnes possédant des compétences, des connaissances et de l'expérience et auxquelles les organisations de consolidation de la paix pourraient s'adresser durant ou après les conflits. Ce mécanisme accroîtrait la rapidité, la cohérence et l'efficacité de l'intervention canadienne en cas de crise internationale. Les participants ont aussi insisté sur l'importance de la diffusion de l'information au public à l'aide de la technologie.

Quelqu'un a suggéré de créer un site Web stratégique afin de sensibiliser les citoyens intéressés aux mesures stratégiques prises par le Canada à l'échelle internationale. Inclure le public dans le grand réseau stratégique permettrait aux décideurs de mesurer l'ampleur de l'appui du public à diverses initiatives et contribuerait à créer un cadre dans lequel la consolidation de la paix pourrait être considérée comme un processus consultatif ouvert auquel de nombreux Canadiens peuvent participer.

Étroitement liée à cette idée des liens latéraux est la nécessité de la collaboration, de la souplesse et de la délégation de pouvoirs du gouvernement fédéral aux organisations de consolidation de la paix, en partenariat avec les organisations populaires de l'État en reconstruction et avec divers intérêts privés. Au lieu que chaque ONG fournisse des programmes particuliers, il faut établir un réseau concerté dans lequel les ONG peuvent travailler ensemble pour offrir les services nécessaires.

Cette concertation accroîtrait l'efficacité et contribuerait à l'utilisation efficace de ressources limitées. Une souplesse accrue et des structures hiérarchiques moins rigides donneraient aux organisations qui visent à consolider la paix plus de liberté pour participer au processus de reconstruction, en particulier dans les pays où il existe une longue tradition de soutien et des liens établis avec les organisations populaires. Un manque de souplesse en ce qui concerne les interventions possibles peut ralentir la reconstruction civile et le renforcement des institutions.

Les groupes se sont entendus sur l'importance d'un engagement à long terme à l'égard des activités de consolidation de la paix. L'intervention doit durer longtemps et il est irréaliste de penser qu'on peut implanter des solutions durables en 24 à 36 mois.